

code INSEE : 243300316	Bordeaux Métropole	CA 2015
-------------------------------	---------------------------	--------------------

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs Source fiche DGF
Population totale (colonne h du recensement INSEE)	751 415
Nombre de résidences secondaires (article R 2313-1 <i>in fine</i>)	6 352

Informations fiscales (N-2) (1)					
	Potentiel fiscal et financier		Valeurs par hab. pour la commune (population DGF)	Moyennes nationales de la strate	
	Fiscal	Financier		Fiscal	Financier
	566 319 008		747,10		

Informations financières - ratios (2)		Valeurs budget principal	Moyennes nationales de la strate (3) Source DGCL
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	647	795
2	Produit des impositions directes/population	388	393
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	947	980
4	Dépenses d'équipement brut/population	320	255
5	Encours de dette/population	339	870
6	DGF/population	236	226
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	27,32%	26,5%
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (2)		
8 bis	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi (2) (4)		
9	Dépenses de fonct. et remb. de la dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	89,06%	88,0%
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	33,76%	26,0%
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	35,85%	88,8%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal défini à l'article L 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figure sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Les ratios de 7 à 11 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf articles L 2313-1, R 2313-1, R2313-2 et R 5211-15 du CGCT).

Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R 2313-7, R 5211-15 et R 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

(4) Le CMPF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.